



**Déclaration de la FSU au CTSD de Seine-Maritime.
Le 31 mars 2020.**

Monsieur le Directeur Académique.

En cette période de crise sanitaire, la FSU ne peut que rappeler que la priorité est et doit être la santé de l'ensemble des agents de l'Éducation nationale dans notre département et de leurs proches.

Cette crise sanitaire met en lumière de manière très significative l'importance des services publics dans la vie quotidienne des françaises et des français. Évidemment, les personnels de santé ; mais également les personnels enseignants, sommés d'assumer une continuité pédagogique en quelques heures, alors que contrairement aux déclarations médiatiques du ministre, rien n'était prêt, sauf l'extraordinaire professionnalisme des personnels de l'Éducation Nationale que nous représentons et leur dévouement, parfois excessif, au service public, dans l'intérêt de leurs élèves.

Cette crise met également en exergue le sens certain du timing et de l'organisation de notre ministre : le 2 mars, les élèves revenant de zones à risque doivent rester chez eux, le 3 mars, ces mêmes élèves peuvent retourner en cours sauf s'ils sont malades. Le 10 mars, tout le monde doit être en classe, sauf les élèves de l'Oise ; et les voyages sont annulés. Le 12 mars, pas de fermeture d'établissement prévue, pour finalement que le Président de la République annonce le même jour la fermeture de tous les établissements scolaires... Mais le 13 mars, tous les personnels doivent être dans les établissements. Les 14 et 16 mars, la responsabilité de convocation des personnels est renvoyée aux chefs d'établissement... Heureusement, la plupart ont compris très vite ce que signifiait le mot "confinement". Ces injonctions contradictoires, en plus d'accentuer l'anxiété de nos collègues, sont proprement irresponsables : elles ont mis en danger les agents et les familles et ont contribué à retarder les effets du confinement pour l'ensemble de la population.

Nous savons que la période est compliquée, mais alors que le ministre Blanquer continue inlassablement à occuper le terrain médiatique, la FSU peut légitimement se demander s'il y a encore réellement un pilote dans l'avion.

À cet égard, que dire du manque de matériel de protection pour les personnels volontaires qui accueillent les enfants de soignants ? Ni masque, ni gants, et peu ou pas de savon ou de

solution hydro-alcoolique, autre que celui amené par l'agent lui-même... Est-ce le moment de vous rappeler, Monsieur le Directeur Académique, que l'employeur est responsable légalement de la santé de ses agents ?

Dans ce contexte particulièrement tendu, la FSU tient à saluer l'énorme travail réalisé par les enseignants pour assurer la continuité pédagogique avec les élèves dont ils ont la responsabilité. Malgré les difficultés techniques, malgré l'obstacle de la distance et malgré le caractère inédit de la situation, les enseignantes et les enseignants maintiennent le lien avec leurs élèves et s'efforcent de les accompagner dans ces moments si déroutants, le tout en s'adaptant très rapidement à cette nouvelle situation. Dans cette période où la santé devrait être la priorité absolue, la FSU ne peut que dénoncer les efforts de certains "managers" pour surveiller le travail donné, pister les progressions ou remettre en cause les choix faits. Au contraire, la FSU demande que l'on fiche la paix aux enseignants, pas pour qu'ils puissent aller ramasser des fraises – comme l'a scandaleusement suggéré la porte-parole du gouvernement, mais pour qu'on les laisse travailler, en leur faisant confiance.

Enfin, cette période inédite de crise ne doit pas faire oublier que l'Éducation nationale supprime encore de nombreux postes dans notre académie. Si la situation dans les collèges seino-marins est théoriquement positive, il ne faut pas oublier la dégradation des conditions de travail des années précédentes avec des classes toujours trop chargées. Les supposées créations de poste ne permettront pas de redresser la barre. La FSU demande nationalement un moratoire sur les opérations de préparation de la rentrée 2020 qui ne devraient pas se tenir dans ce contexte, peu propice à des décisions et des débats sereins.

Oui, la population a plus que jamais besoin de ses services publics, présents en nombre sur le territoire national, sans contingence "austéritaire", engagés au quotidien. La FSU n'a pas attendu l'épidémie ni pour le savoir ni pour le dire, mais elle espère qu'après cette crise, les belles déclarations se traduiront dans les faits, faits qui pour le moment font plutôt craindre que le contraire.